L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT, DU CONSEIL-GENERAL ET DE LA TROISIEME MUNICIPALITE.—NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 9 FEVRIER 1844.

Nouvelle-Orleans :
VENDREDI MATIN, 2 FEVRIER 1844.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS :
HENRYCLAY.

Nouvelle Orléans, 2 février 1844.

Les membres de l'Association Démocratique Whig de la première Municipalité sont invités à se réunir ce soir à six heures, au local de l'association, maison Blanco, pour affaires de la plus haute importance. Les whigs de la première Municipalité sont priés de se rendre à cette assemblée.

Par ordre du président,
L. HERMANN, Secrétaire.
JULES DAVID, Secrétaire.

Un bill qui est en ce moment devant la législature relatif à la bibliothèque, dispose, entre autres choses, que le secrétaire d'Etat sera autorisé à nommer un bibliothécaire à $30 par mois.

Trente piastres par mois pour un bibliothécaire! Cela sent soixante piastres par an! Y a-t-on bien réfléchi? C'est à peu près le tiers des appointemens d'un commis de livre.

On a raison grandement raison de chercher à conserver la bibliothèque, en attendant de pouvoir l'augmenter, et tout le monde convient bien que cette conservation dépend d'un bibliothécaire; mais il faut un bibliothécaire réel, et non un garçon de bureau. Il faut pour remplir ce but si louable, simon un bibliophile, difficile à trouver, du moins un homme instruit qui connaisse la valeur des trésors confiés à ses soins et lui donner un salaire qui le fasse vivre. Il ne faut pas se le dissimuler, les sujets qu'on pourra trouver à trente piastres seront plus après à balayer la bibliothèque, qu'à classer les livres.

Peut-être aussi conviendrait-il de donner plus d'indépendance au bibliothécaire, et surtout de le choisir sans avoir égard aux influences de parti; car c'est ici une spécialité où le plus capable devrait tout simplement avoir la préférence. Quand il s'agit de sciences, de lettres, d'arts et de livres, il n'y a ni whigs ni locofocos, — il y a seulement des capacités et des incapacités.

On verra par un avis publié dans nos colonnes que les membres de l'Association Démocratique Whig, sont convoqués pour ce soir. Les whigs de la première Municipalité sont priés de se rendre à cette assemblée où l'on traitera d'affaires importantes.

CONGRES.—Les trois séances du Congrès dont nos dernières correspondances nous donnent l'esquisse, ont offert un assez vif intérêt.

AU SENAT, le rapport du comité de finances sur le bill proposé par M. McDuffie pour rétablir la Banque Trésorerie, a donné naissance à une discussion assez vive; mais essentiellement préliminaire dans la séance du 19, celle du 19 a été remarquée par un discours de McDuffie qui a soulevé vigoureusement son bill. Ce discours qui a duré deux heures et demie, est une remarquable défense des vues et des opinions des hommes d'Etat de l'école de la Caroline du Sud, et une attaque énergique contre le système protecteur. L'orateur a trouvé occasion, dans le cours de ses remarques, de rendre un éclatant hommage à Henry Clay, a propos de Pacte de Compromis auquel le grand homme d'Etat de l'Ouest a pris une part si éclatante. M. McDuffie a déclaré qu'il ne connaissait pas un homme capable de déployer un courage moral plus héroïque que celui que montra dans cette occasion l'illustre sénateur du Kentucky; ils signale l'acte de Compromis comme un monument de patriotisme et de conciliation, et il a regretté que son action n'existât plus. A ses yeux, le Tarif de 1842, est un monstre du genre de ceux qui inventait l'imagination de l'antiquité, monstre qui a la tête et le corps d'un homme et qui se termine en queue de poisson.

A LA CHAMBRE, le renvoi des différentes parties du message aux divers comités a donné lieu à une discussion qui pour avoir été entraînée de personnalités n'en a pas moins présenté des faits intéressans. M. Seward de la Pennsylvanie a victorieusement démontré la présence des allégations dirigées par lui, dans une séance précédente, contre l'administration de M. Van-Buren, puis il a ajouté que M. Van Buren avait porté les dépenses du gouvernement au triple de ce qu'elles étaient sous l'administration de M. Adams, au moment où il prenait le pouvoir, il y avait dans les caisses de l'Etat un excédant d'environ $40,000,000 et vers le moment où il le quitta, il y avait une dette de $40,000,000. Il est entre autres dans l'exposé de ce qu'a été fait pour les cours d'eau de l'Ouest qui datent seulement de 1841 à 1844, non-seulement des sommes qui ont été prises sur le trésor public, mais encore des millions qui pouvaient être appliqués aux améliorations intérieures; nous aurons aussi aujourd'hui $250,000,000 de travaux achevés que n'ordonnait aucune dépense. Malheureusement ce système a été adopté au lieu d'être employé à des choses utiles, fut mis en dehors de tout et consacré aux extravagantes prodigalités de l'administration; le système d'améliorations intérieures fut condamné, et les Etats souvent plus à compte sur eux-mêmes que sur le gouvernement.

Le discours de M. Steward, dont nous ne pouvons donner qu'une esquisse fort incomplète, a été remarquable par l'esprit de la diction et l'animation de celui de Fleurs des Iocofocos, qu'il a été un excellent discours politique.

L'attaque vive et mordante, mais pourtant pleine de convenance, dirigée par M. Stewart contre l'administration de M. Van Buren, a provoqué, de la part de M. Weller, une réplique d'une grande vigueur; ses paroles, dit notre correspondance, eurent été plus convenables dans une ménagerie d'ours ou dans un combat de coqs que dans la Chambre des représentans. Il a cherché à ridiculiser le bill qu'a présenté le digne M. Stewart, dans la Chambre, M. Stewart a eu le bon esprit de se montrer fort peu offensé de toutes les grossièretés accumulées contre lui; cependant il y voulait répondre, mais la Chambre n'a pas voulu lui laisser l'occasion d'y répondre. Après quelque délai obtenu, on en est venu au vote de la question; on se rappelle qu'il s'agissait de savoir si l'on renverrait à un comité spécial ou au comité du commerce la partie du message présidentiel relative au tarif des droits de l'Ouest. Le comité de commerce a la préférence.

Ce vote cette question résolue en comité général, M. Stewart s'est offert d'obtenir la parole à la Chambre, afin de reposser les personnalités de M. Weller; il y mettant l'insistance qu'il tallut pour le lui céder, et il répondit aux reproches de M. Weller, sans trop sortir des bornes parlementaires, mais en entrant dans des développemens quelquefois assez vifs. La Chambre a sanctionné le parti pris par le comité général pour le renvoi au comité de commerce.

ECOLES PUBLIQUES DE LA MUNICIPALITÉ No. 1.

BUREAU DE DIRECTION

L'AVIS est par le présent donné, que les écoles publiques suivantes sont actuellement prêtes à recevoir des élèves, des deux sexes, tous les jours de 9 heures A. M. à 2 heures P. M.

Ecole des Garçons, } Dans la rue Conti, entre
Ecole des Demoiselles } Bourbon et Dauphine.
Ecole des Garçons, } Dans la rue Dauphine,
Ecole des Demoiselles } entre Hôpital et Ursulines.

Les parents et les tuteurs n'ont qu'à conduire leurs enfans à ces écoles, ils y seront reçus sans autres formalité que l'instituteur principal, et ces enfans seront initiés à la lecture en français ou en anglais, selon le vœu des parents.

WILLIAM FRERET, Président.

Les whigs de Columbia (Caroline du Sud) ont fondé un Clay Club. L'honorable Wm. C. Preston devait inaugurer l'ouverture du club par un discours.

Dans la liste des nominations faites par le Président, avec l'assentiment du Sénat, nous trouvons celle de M. Wm. H. Basset, comme marshall des Etats-Unis, pour le district oriental de la Louisiane.

CHRONIQUE LOCALE.

SALLE ST. LOUIS.—Lesbiais masqués de la salle St. Louis prennent décidément faveur : le dernier était nombreux, brillant, animé; et nous tenons de bonne source que celui de ce soir a les plus grandes chances pour remplir les mêmes conditions. Ce qui donne un fort grand charme à ces réunions, c'est qu'une bonne partie des danseuses y vient en costume ordinaire de bal; ce sont tout-à-la fois des bals parés et des bals masqués. Double attrait.

ECHOUEMENT.—Mercredi dernier une parente de Mr. —— dont la disposition mystérieuse a si vivement affligé ses amis, reçut une lettre anonyme portant que si avant trois heures et demie de l'après-midi une lettre contenant $250, était laissée à l'adresse de M. Hyslop, à la pension Agerat No. 145 rue des Remparts, le soir même, avant huit heures, on donnerait des informations qui pourraient faire arrêter les personnes impliquées dans l'enlèvement de la personne à laquelle on fait allusion.—Avant l'heure fixée, un mal de la famille était à l'institution désignée où se trouvaient MM. F. Agerat et A. Moore b. d. c. 1, propriétaires de l'établissement, ayant demandé M. Hyslop, M. Moore répondit qu'il n'était pas à la maison; et, pressant une ordonnance sur laquelle était écrit le nom de Hyslop, il dit qu'un monsieur leur avait laissé son adresse pour qu'ils eussent la bonté de recevoir et lui garder ce qui serait apporté pour lui—En conséquence la lettre contenant les $250 fut laissée à Agerat et la personne chargée de la commission quitta la maison; après avoir placé un homme pour veiller sur eux qui entraient dans la maison ou en sortaient, il se rendit au bureau du maire. Même procédé pour la seconde fois, et le Bureau de Police Moral fut informé de l'institution où le maire les jugait.

Agerat, interrogé si Hyslop était venu depuis qu'on avait déposé la lettre, répondit affirmativement que Hyslop était venu et qu'il avait pris la lettre laissée pour lui. Sur cela Agerat fut arrêté. En examinant les localités on trouva dans un bureau des reçus d'enseignement dont l'écriture se rapportait à celle de la lettre anonyme. Peu d'instans après Moore fut arrêté dans la rue St. Louis—en le fouillant on trouva sur lui $232. Il déclare aussi que les reçus sus mentionnés étaient de la main d'Agerat. Un petit mulâtre reconnu pour avoir porté la lettre anonyme arrêté en conséquence, a déclaré que la lettre lui avait été donnée par Agerat.

Moore et Agerat ont été examinés hier devant le maire et renvoyés devant la cour criminelle. Ils seront admis à donner caution.

TAQUIN.—Hier soir, à neuf heures moins un quart, M. Joseph Domingo, au préjudice duquel un vol a été dernièrement commis, fit arrêter un nommé Louis Raisin-n, accusant ce dernier d'avoir participé à ce vol, et le fit conduire au corps de garde de la Première Municipalité. Peu d'instans après que Raisin fut mis à la salle de police, le capitaine Youenes ne se rendit auprès de lui et l'offrit de le questionner; mais il trouva le prisonnier pendu à la porte, au moyen d'une de ses bretelles. Le capitaine Youenes voyant que cet homme respirait encore s'empressa de le décercher et lui porter des secours. Deux médecins de la Municipalité s'empressèrent chercher, relever et de ranimer, sous prétexte qu'ils n'étaient pas médecins de la Municipalité et cependant l'on nous assure que des secours donnés promptement par des hommes de l'art auraient peut-être pu rappeler ce malheureux à la vie.

Wm. Brown, accusé d'avoir volé des grilles de fer, a été examiné hier devant le recorder Baldwin, et envoyé à la maison de travail.

La police de la première municipalité arrêta, mercredi, dans la nuit, dans une maison au coin des rues Robertson et St. Louis, les personnes suivantes, qui jouaient aux cartes de nouveau et vagabondaient: John Dennison, Euphemia McDonald, Edward McDonald, John South, Thomas James, Francis Green, John Clarke et James Clarke. Amenés hier devant le recorder Baldwin, ils ont été condamnés à être enfermés dans la maison de travail.

Un bateau plat contenant environ 500 barils de farine, a sombré hier matin dans la rivière, en face du marché aux légumes, au moment où il allait accoster un bâtiment à bord duquel il voulait déposer sa cargaison.

Une jeune dame de Charleston a été brûlée vive il y a quelques jours, le feu ayant pris à sa robe pendant qu'elle était près de la cheminée.

RAPPORT OFFICIEL
DU
SENAT DE LA LOUISIANE

MARDI, 31 JANVIER 1844.

Le Président nomme MM Hoss, Mar hall et Davidson du comité chargé d'examiner l'hospitalité Charles et présenter le rapport sur la situation de cet établissement conformément à une résolution des deux Chambres.

Sur motion de M. Bernard, le Sénat se constitue en la forme qui prie le gouverneur de demander à ses ministres les lettres ministérielles comme sénateur au Congrès des Etats-Unis. La résolution passe après discussion et adoption.

Sur motion de M. Bernard, le Sénat se constitue en la forme qui prie le gouverneur de demander à ses ministres les lettres ministérielles comme sénateur au Congrès des Etats-Unis. La résolution passe après discussion et adoption.

Sur motion de M. Bureau